

Où va ma rage

Guillaume Lambert
guillaumelambertpro@gmail.com

Au lendemain d'une révolution manquée, une jeune femme s'infiltré auprès du président. Elle renforce son discours et l'incite à la répression. Elle espère que des lois autoritaires et la présence policière réveilleront la contestation. Mais quand un militant est finalement abattu en pleine rue, la seule issue semble radicale.

Écrit à partir de l'après-68 français, italien et allemand, Où va ma rage soulève les voix d'une époque en pleine ébullition politique. Les idéologies contraires et les émotions en conflits se rencontrent chez cette femme tiraillée. Elle nous regarde et pose la question, que faire de notre rage quand elle nous prend ?

Merci à Lucie Leclerc qui m'a accompagné dans l'écriture de ce texte et à Gauthier Ronsin pour sa précieuse collaboration.

Une première version du texte a été créée le 23 février 2016 au Bouffon Théâtre (Paris) sous le titre de *L'âme rongée par de foutues idées*. Le texte a reçu le soutien du festival Texte En Cours édition 2016.



PERSONNAGES

LUCIE

LA JEUNE FEMME

MEMBRE DU COMITÉ D'ACTION

UN ÉTUDIANT SYNDICALISTE

UNE FEMME ANONYME

JACQUES MACQUART, *conseiller du Président et chef du service d'action*

FRANÇOIS BANCHA, *premier ministre*

— Il ne s'agit pas d'être jugé. Il ne s'agissait pas de bonne ou de mauvaise politique. Il s'agissait de répondre à une question—une question intimidante—à une question que personne encore au monde n'a pu jamais laisser sans réponse, jusqu'à son dernier souffle.

— Laquelle ?

— « Qui vive ? »

Le Rivage des Syrtes, Julien Gracq

LUCIE. Bonsoir à tous et à toutes. Voilà, je m'appelle Lucie. Je suis comédienne dans le spectacle *Où va ma rage*, que vous allez voir dans quelques minutes. Avant de commencer cette soirée, juste je voulais vous dire qu'il y a trois ans et demi, j'ai rencontré Guillaume, il m'avait contacté sur Facebook pour qu'on travaille ensemble. Et je l'ai rencontré, on était à Paris, dans un bar, à Denfert Rochereau, il faisait beau, on était en terrasse. Et je le connaissais pas du tout, je connaissais pas son travail, c'était une période de nos vies où on était tous les deux à sortir de nos études, lui de sciences politiques moi de théâtre, et on avait tous les deux des doutes des angoisses par rapport au milieu dans lequel on rentrait. Bref on boit un verre et il me propose de travailler sur un personnage de jeune femme, très très engagée politiquement, qui s'infiltré à l'intérieur d'un gouvernement pour faire éclater la révolution. Alors on a bu ce verre, et puis on a discuté, puis moi je me suis dit, bon, qu'est-ce que j'ai de mieux à faire en ce moment ? Bah pas grand-chose, rien, j'avais rien à faire de mieux à l'époque. Du coup, je lui ai dit « OK, pourquoi pas. » On s'est fait la bise et je suis repartie. Et quelques temps après, je sais pas, c'était trois mois après, il m'appelle et il me dit, ouai j'ai trouvé un super lieu pour répéter et tout. Donc je me retrouve à Epinay-Villetaneuse, donc en banlieue parisienne. Contente, pour une fois que j'ai un bon lieu pour répéter. Et là, j'arrive devant une vieille maison d'une lointaine tante de Guillaume, je rentre dans la maison, on monte les escaliers et là il me dit voilà notre salle de répétition. Et là j'ouvre la porte et c'était un grenier. Un grenier un peu moisi, qui sentait pas très bon. Y avait un petit velux, comme ça sur le côté, et un papier peint à grosses fleurs violettes qui commençait à se décoller de partout. Voilà, c'était un peu étrange, mais bon, on a travaillé dans cet espace tout petit, ça faisait bien, je sais pas, douze mètres carré. Et on a commencé à écrire l'histoire de ce personnage, la jeune femme. On a travaillé sur des documents des années 68 en France, sur l'autonomie italienne, la RAF en Allemagne, la révolution en Ukraine, le CPE en 2006 etc. Donc cette femme, bah à force de répéter dans ce petit grenier pourri, elle s'est imprégnée du grenier d'Epinay, de son atmosphère, donc parfois elle est un peu sombre, un peu renfermée, mais y a quand même des moments où on a ouvert la fenêtre et où l'air et le soleil sont rentrés, elle se détend, elle est un peu joyeuse. Ça dure un peu moins d'une heure, qu'on va donc passer ensemble, et après on discute, on parle, et on boit des verres, tout ça. On peut parler de ce que soulève le spectacle, par rapport à la situation actuelle, parce que nous quand on a commencé y a trois ans c'était en plein nuit debout et le mouvement contre la loi travail, alors on était porté par l'atmosphère c'était dense, l'année d'après on reprend le spectacle en plein mois de mai, les présidentielles avec le duo Macron-Le Pen, on était à cran, l'année d'après, plus personne ne voulait entendre parler de politique, et cette année on joue et c'est le mouvement des gilets jaunes

PREMIÈRE SCÈNE

LA JEUNE FEMME. Bonsoir, je voudrais vous parler de ma colère. Souvent je me retrouve dans des situations violentes, et je dis rien, je suis en colère et j'en fais rien. Ma peur de la colère ne m'a jamais servi à rien. Je crois que ce qui me donne de la force c'est d'exprimer ma colère et d'écouter celles des autres.

Il y a trois ans je travaillais au service politique de la présidence. J'étais analyste, j'observais les mouvements étudiants et lycéens. Un peu après avoir commencé y a un mouvement qui a explosé, y avait des émeutes, des occupations d'entreprises, d'universités, de lycées, des affrontements violents entre manifestants et forces de l'ordre. Les négociations avaient échoué et le gouvernement était paralysé.

Un jour Macquart, le conseiller politique du président qui m'avait recruté, m'a envoyé sur le terrain, dans l'université occupée depuis le début du mouvement. Je me suis approché du quartier universitaire, dans la rue des princes des squelettes de voitures calcinées étaient garés contre le trottoir. Les panneaux et les feux de circulations étaient arrachés. J'ai passé le porche de l'université.

Elle lance le son fort d'une batucada.

MEMBRE DU COMITE D'ACTION, *au micro.* Enfin le comité d'occupation propose comme dernière action, la mise en place d'un potager révolutionnaire dans la cour centrale. Cette action a pour objet principal la survie alimentaire du mouvement, évidemment. Mais un potager serait également un symbole fort pour montrer notre volonté d'autonomie par rapport au système marchand de production alimentaire. Je résume donc les propositions d'aujourd'hui : mise en place d'un comité de coordination avec le comité des concierges révolutionnaires ; création d'un comité propreté qui recyclerait les tracts, journaux et bouteilles dans la cour ; nomination du comité en charge du potager de l'université. Je rajouterai personnellement qu'on demande à la batucada qui est là depuis trois semaines, qu'on aime tous je suis d'accord, mais qu'elle arrête au moins de jouer pendant les AG parce qu'on s'entend plus. Voilà on fait un ptit vote rapide sur ce point ? Ok merci. Avant de passer au vote principal, le comité d'information me demande de transmettre le programme des prochaines interventions. Conférences et lectures : *Quand votre cœur fait boom*, l'insurrection étudiante à travers le monde, ça commence maintenant à l'amphi Jacotot. Atelier autosuffisance : apprendre à voler au supermarché, dans trente minutes sur le parvis de la chapelle. Annonces : Alice, du comité d'alimentation... Ah pardon, Rebecca, du comité d'alimentation... Oui bah je savais pas, cherche une voiture pour aller dans le Sud. Christophe, du comité d'informations, propose

UN ETUDIANT SYNDICALISTE. Je suis désolé de devoir interrompre le vote, mais je viens de recevoir de la part du comité d'information d'importantes nouvelles. Après trois semaines d'insubordination collective. Après de ridicules tentatives de négociation avec les travailleurs. Après la foire aux candidatures pour reprendre en main un pouvoir auquel plus personne ne croit : aujourd'hui, notre cher président

Ducasteli a foutu le camp ! Ducasteli a quitté le pouvoir ! Oui, oui, comme vous, j'aimerais passer la journée à fêter son départ, mais ce n'est qu'une question d'heures avant qu'un gouvernement soi-disant d'opposition soi-disant populaire soit porté au pouvoir. C'est pourquoi la fédération populaire du travail convoque cet après-midi une grande manifestation. Je sais, je sais, la fédération n'a montré jusqu'alors que son acharnement à étouffer notre mouvement. Mais aujourd'hui, nous sommes à la veille d'un bouleversement politique dont personne ne peut prédire l'issue. Joignons-nous à la marche des travailleurs. Mettons de côté nos désaccords. Soyons des millions cet après-midi, et aucun politicien ne nous tournera le dos, aucun policier ou militaire ne nous réprimera.

Avant ce printemps de la colère, on était quoi ? On était des anonymes parmi les anonymes, allant de classe en classe, d'examen en examen, avant de retourner dans nos chambres de dix mètres carré. Si on est arrivés jusqu'ici, c'est qu'on a fait sécession. Nous n'espérons rien du travail. Nous n'existerons jamais dans l'entreprise. Nous refusons cette société de production où la principale activité est de se vendre soi-même ; recevoir une paie pour notre exquise maîtrise des bonnes manières ou notre façon de lécher le cul aux grands patrons. Nous refusons de nous entraîner à tapiner devant un miroir tout ça pour obtenir un travail qui ravagera nos façons de vivre, de parler, de penser, d'aimer. Je sais pourquoi toi, t'as pas dormi depuis quatre jours, parce que ça se voit. Je sais pourquoi toi t'as à peine mangé, mais que t'as l'air d'avoir bien bu. Je sais pourquoi toi, t'as l'air aussi heureux que lors d'un premier amour. C'est parce qu'on forme un groupe dont on a tous toujours rêvé. J'ai jamais vu dans cette université autant de personnes heureuses, engagées, exaltées.

Et c'est pour cela qu'il faut prendre notre exaltation et nos banderoles et qu'il faut aller manifester cet après-midi. Il y a trois semaines, en prenant possession de cette université, nous avons posé la question de qui a besoin de qui. Cet après-midi, nous allons affirmer notre réponse aux oreilles de ceux qui ne veulent pas l'entendre. Joignons nous à la masse des travailleurs qui, eux aussi, vivent l'autogestion depuis le début du mois. Rendez-vous à quatorze heures place centrale !

LA JEUNE FEMME. Y a eu quelques applaudissements dans la salle mais personne ne semblait prêt à bouger. Une jeune femme s'est approché pour prendre la parole.

UNE FEMME ANONYME. Le mieux, c'est que je vous raconte ce qui m'est arrivé il y a deux semaines. Je sors du travail à 19 heures. Je remonte le boulevard pour aller à la pharmacie. À la hauteur de l'université, un des policiers casqués m'interpelle. Je m'approche sans méfiance. Je suis saisie brutalement et jetée dans un fourgon cellulaire. Je demande qu'on me dise pourquoi on m'arrête. J'explique qu'il n'y a pas de manifestation dans le périmètre et que si je voulais aller manifester je ne serais certainement pas passée par le boulevard de l'université ultra surveillé. Pour toute réponse, je suis molestée jusqu'au fond du fourgon.

Le fourgon arrive au dépôt de police dans la nuit. On a été dirigé dans une cour obscure. Une quinzaine de gardiens de la paix nous rouent de coups. Je proteste contre ces traitements. On me saisit et je subis coups de matraque, de poing, de genou et de pied distribués sur tout le corps en particulier tête, ventre et seins. La violence des coups était tellement forte que j'ai eu le souffle coupé quand on m'a jetée dans la cellule.

Et le lendemain j'entends à la radio le Premier Ministre qui salue le sang-froid des forces de l'ordre.

Des histoires comme la mienne, on en a tous vécues. Et aujourd'hui, tu nous dis qu'il faut rejoindre la manifestation organisée par la Fédération ? Ce syndicat soi-disant révolutionnaire qui depuis le début crache sur nous et pactise avec les syndicats patronaux et le gouvernement ? Lui qui m'insulte de vandale et de casseuse lorsque je me fais frapper par un policier aviné ? Est-ce que je vais encore traverser la moitié de la capitale pour scander des slogans : « Oui, non, on veut plus de cette société-là » ? Est-ce que je fais encore partie de cette société ?

Non. Non.

Avec un État en déroute comme aujourd'hui, ce que j'ai vécu, ce sera pas grand-chose par rapport à ce qui nous attend. Une police sans chef d'État, c'est comme une poule à qui on a coupé la tête. Oui, j'ai peur, j'ai une putain de trouille de sortir dans la rue. Et cette peur, c'est la preuve la plus sensible que j'ai que cette société est foutue. J'ai peur de la police et de l'État qui nous abattent comme des chiens dans la rue quand on les conteste. J'ai peur de perdre ce pouvoir qu'on a pris depuis trois semaines. Mais si je dois choisir entre mourir d'une balle pour avoir été libre comme jamais depuis trois semaines, ou lancer un pavé sur la tête d'un policier pour qu'il y reste, je choisis le pavé. Et entre les deux, il n'y a rien, et certainement pas une énième manifestation. Les barricades, ce ne sont pas des amusements d'étudiants. Les barricades, c'est notre arme absolue pour détruire l'idée-même de pouvoir.

LA JEUNE FEMME. La jeune femme quitte l'amphithéâtre. Je la suis pour rejoindre la rue. La rue de l'université fait face à un cordon de policier. Masques à gaz. Canon à grenade. Autopompes. Bouclier. Matraques. Casques.

Ici, des sacs de cailloux sont jetés à mes pieds. Le bruit du métal frappant et crissant le pavé manque de m'assommer par derrière. Ces palissades de chantiers viennent s'échouer sur des voitures mises en travers de la chaussée. Plusieurs étudiants abandonnent ce qu'ils font pour rejoindre, sans mot d'ordre apparent, une chaîne allant d'un pied de biche dépavant la rue aux maçons comblant les creux entre les voitures. Autour de moi, ça tape sur les poubelles, ça hurle, ça provoque avec pour objectif palpable de faire monter la tension. Certains n'ont presque pas dormi. Ce qu'ils veulent voir c'est une canette exploser sur un casque à une dizaine de mètres. À une dizaine de mètres, ils attendent l'ordre du chef. Ils fument, ils vérifient leur armement. Eux aussi, dans une certaine excitation de l'action à venir. Deux corps se jaugent : celui de l'ordre et celui du chaos exalté. Un projectile est lancé. Il casse le pare-brise d'un car de police dont le conducteur s'écroule le crâne fracturé. Une pluie de pierres couvre le ciel dans le halo des lacrymogènes qui explosent tout autour de moi. Les cris lancés à pleins poumons, les rues investies les unes après les autres, la rage primale libérée, les mots d'ordre, les affrontements, cette forêt de drapeaux rouges et noirs, ces discours enflammés, cette exaltation. C'est un rêve éveillé où le sang est moins terrifiant que l'ennui.

DEUXIÈME SCÈNE

LA JEUNE FEMME. Le lendemain de cette journée, le président est revenu. Discours triomphaliste à la télé, à la radio, dans les journaux. Menace d'intervention de l'armée. Grande manifestation de soutien en son honneur. Les travailleurs sont retournés au travail. L'université a été vidée et nettoyée.

Il fallait effrayer le pouvoir. Le forcer à sur-réagir, à commettre la bavure qui embraserait à nouveau le pays. Je me suis servi des renseignements que j'avais sur les mouvements contestataires. J'ai commencé à noircir mes rapports. A forger des documents sur des cellules invisibles qui conspiraient. Je voulais effrayer Macquart, et à travers lui, Ducastelli.

A l'université, j'ai senti que je n'étais pas seule à être en colère. Je me suis dit que notre colère elle pouvait servir à quelque chose. Ça m'a donné à imaginer, qu'un jour prochain, cette chaise, Ducastelli, son gouvernement, son État, pourraient disparaître d'ici (*elle montre la scène*) puisque c'est ce qui s'est passé pendant quelques semaines. Elle redescendrait à notre niveau, ici (*elle porte la chaise dans la salle*). Là (*elle désigne la scène*), plus rien à regarder, plus rien à écouter (*un temps*). Parce que évidemment, quand ça (*la chaise*), c'est là (*elle remonte la chaise sur la scène puis revient en salle*), on regarde tous là (*la scène*). Mais quand ça (*la chaise*), c'est là (*elle porte la chaise dans la salle*), on se regarde. Qu'est-ce qui se passerait s'il n'y avait plus personne à écouter ni à regarder ? Ce que je sais, c'est qu'il y a quelque chose d'effrayant à l'idée de se retrouver seule ici, sans personne en face ou au-dessus. Quelque chose d'aussi angoissant qu'un saut dans la vide, qu'une première fois, quelque chose qui me fait sentir plus en vie que toutes les promesses de progrès et de croissance que j'ai entendues depuis petite. Lorsque ce gouvernement était réduit au silence radio, j'ai vu des vivants relever la tête parmi les ruines. Toutes et tous, insurgés, réactionnaires, riches, pauvres. J'ai vu des regards sur le qui-vive, nous faisant prendre dix ans d'âge, mais nous faisant vivre pour la première fois. Vers où cela nous mènera ? Je n'en ai aucune idée. Mais en faisant disparaître toutes ces chaises qui nous gouvernent, il n'y a aucun plan pour une nouvelle société, aucun. Il y a juste une pulsion pour un inconnu. Il y a cet instinct irrépressible de consacrer le peu de temps qui nous est donné à une vie qui avance dans le noir, l'œil ouvert. Ce qui nous maintient dans cet ennui quotidien, c'est la conviction que sans cette chaise, ce serait le chaos entre nous. Mais est-ce qu'on l'a jamais vérifié ce chaos ?

(*Un temps.*) Je parle beaucoup non ? Oui c'est mon problème. Si je veux vraiment réveiller cette part d'ombre en moi et en nous, alors il n'y qu'une chose à faire. C'est réveiller cette envie dans nos chairs. Il faut construire toujours plus de murs entre nous pour donner l'envie aux gens de les briser. Il faut que cette chaise ne se contente pas d'être là pour être regardée. Il faut qu'elle surgisse toujours plus entre nous. (*Elle porte la chaise et la place entre deux sièges, dans les genoux des spectateurs.*) Là, voilà, entre nous. Là où elle nous empêchera vraiment de respirer. Et là,

c'est qu'une chaise, mais imaginez qu'il y en a deux, trois, quatre, cinq. Une chaise, un spectateur ! Et puis on pourrait même imaginer que je monte sur cette chaise et que je m'installe ici, voilà (*elle monte sur la chaise et s'assied sur les épaules de deux spectateurs*), là on est bien. Je vous dérange pas. De toute façon y avait que du vide entre vous deux, c'était inexploité, laissé à l'abandon. Donc ça ne peut pas vous déranger si je me mets là. Et puis pour tout vous dire, ça m'arrange d'être là. Je vous vois bien. Et ça vous empêche pas de continuer à vivre sur vos sièges, non ? Je vous protège, j'assure votre protection. Voilà, on est si bien, tellement en vie comme ça ! (*un temps bref*) C'est agaçant non ? Plus la chaise surgit ici, plus on a envie de lui briser les pieds.

(*Un temps, elle rapporte la chaise sur la scène*). Juste un peu de patience.

(*Un temps*). J'ai transmis mes renseignements à Jacques Macquart. Il m'a appelé et m'a dit qu'il fallait alerter le président. Des mesures doivent être prises d'urgence pour stopper la menace. Il a besoin de moi, de ma connaissance du terrain.

TROISIÈME SCÈNE

Dans un salon du Palais. Le son d'un discours dans une Assemblée Générale.

« On a là un avocat teigneux, il nous manque le syndicaliste énervé (*rires*). On a des étudiants qui ont passé depuis longtemps leurs points d'ébullition. On a des lycéens très à chaud également. Des camarades cheminots en lutte. Un étudiant sud-africain, je ne parle pas du chercheur égaré (*rires*). C'est quand même un fameux ramassis cette tribune, c'est la cour des miracles, y a de tout, c'est vraiment l'horreur, je veux dire c'est un cauchemar, c'est un cauchemar de ministre, de directeur de cabinet, de conseiller technique, je pense même à ce pauvre permanencier des renseignements généraux qui est là quelque part et que nous saluons ! (*rires et applaudissements*) Tout ça n'est pas drôle. Et c'est vrai que c'est l'horreur pour eux. Déjà la sédition des jeunes au naturel, c'est leur hantise, c'est la hantise du pouvoir. Mais sa hantise au carré, c'est le contact des jeunes avec la classe ouvrière, et plus généralement avec le salariat, soit exactement ce qui est en train de se passer ici ce soir (*applaudissements*). Qui a besoin de qui ? Entre les propriétaires du capital et les salariés, qui a le plus besoin de l'autre ? C'est une question qui n'a rien de neuf. Les années soixante-dix se l'étaient déjà posé pour leur compte, et avec beaucoup d'intensité, elle n'a certainement rien perdu de son actualité depuis. Et c'est d'ailleurs bien plus qu'une question. C'est un fer de lance. C'est un critère, c'est-à-dire une arme pour faire la décision. Malheureusement pour ceux qui croient être du côté du manche, le critère ne tranche pas en leur faveur. Et bien le jour où de cela tout le monde aura une claire conscience, je ne donne pas cher de leur peau (*longs applaudissements*)¹. »

JACQUES MACQUART. François, tout ce que j'essaie de te dire, c'est que le moral est au plus bas chez nos militants. Je vois mes gars toutes les deux semaines, et je n'entends que leur exaspération sur la faiblesse et le manque de réaction du régime. Je fais ce que je peux pour les regonfler à chaque fois, mais ça devient de plus en plus dur. Il y a une véritable crise morale dans nos rangs avec cette affaire du lycée Saint-Ambroise. Le gouvernement aurait dû le fermer dès les premières violences. Là, il a attendu les vacances scolaires pour fermer et réparer les dégâts, ce qui fait que ça n'apparaît pas du tout comme une sanction, et qu'on peut être sûrs que le désordre recommencera à la rentrée. Nos soutiens sont écœurés par ce genre d'erreur...

FRANÇOIS BANCHA. Je commence à en avoir plus que marre qu'on me rabatte cette histoire depuis une semaine ! J'ouvre les journaux, les lycées, à la télé, les lycées, au parti, les lycées, au Palais, les lycées ! À croire que l'action de mon gouvernement se réduit au maternage des lycéens du pays. Il n'y a pas que les lycées à la fin !

¹ Extrait de l'intervention de Frédéric Lordon à l'université de Tolbiac (Paris), le 30 mars 2016.

JACQUES MACQUART. T'énerve pas François.

FRANÇOIS BANCHA. Bah si, je m'énerve. Qu'est-ce que j'aurais dû faire ? Fermer le lycée, jeter les lycéens dans la rue pour qu'ils se mettent à reconstruire des barricades et qu'on envoie la police pour les déloger ? Les conflits peuvent être utiles, mais là c'était courir à l'affrontement. Et d'affrontement en affrontement, on aboutit à la catastrophe nationale.

JACQUES MACQUART. On ne peut pas fuir les affrontements dans une société qui bouge vite, surtout quand on a affaire à des forces organisées. Mais les affrontements, ça se domine. Ce que nous reprochent nos militants, François, c'est qu'à force d'éviter de mettre en colère les gens, et de chercher à négocier avec tous ceux qui contestent notre action, on place l'autorité de l'État sur le même plan que ceux sur qui elle doit s'exercer. Et ça, c'est vraiment la porte ouverte à l'anarchie. Et il n'y a pas que les lycées. Dans les entreprises, les universités, c'est la même chose. L'autre jour, je recevais une délégation des jeunes du parti. Ils m'ont dit que si le gouvernement ne faisait pas ce qu'il faut pour que l'université soit purgée de ses gourous égalitaristes, ils seraient obligés de le faire à sa place. Je les ai calmés rapidement en leur disant que c'était un raisonnement fasciste. Mais on ne peut pas ignorer la colère de nos soutiens qui luttent contre les contestataires et qui se sentent complètement abandonnés...

FRANÇOIS BANCHA. Excuse-moi, je n'aurais pas dû m'énerver. Mais cette histoire en plus des calomnies sur ma feuille d'impôt, ça me monte à la tête en ce moment. Et par-dessus le marché, ma femme qui me tombe dessus parce qu'une soi-disant Séverine arrêterait pas d'appeler la nuit à la maison pour me parler...

JACQUES MACQUART. Tu peux vraiment pas t'en empêcher François. Je t'ai dit pourtant de rester discret...

FRANÇOIS BANCHA. Mais je la connais pas cette Séverine ! C'est une hystérique qui me harcèle ! Oui, puis niveau discrétion, je peux te retourner le conseil... Parce que toi et la petite-là...

JACQUES MACQUART. Quoi ?!

FRANÇOIS BANCHA. Bah, ça fait combien de temps que vous travaillez ici Mademoiselle ? Trois mois ? Ça fait trois mois et elle est déjà dans le bureau du Président. Donc forcément, ça fait parler les gens dans le gouvernement...

JACQUES MACQUART. Mais vous avez vraiment que de ça à parler au gouvernement ?!

FRANÇOIS BANCHA. Non mais je ne juge pas. Je rapporte ce qui se dit, c'est tout. Enfin, oui, c'est sûr, peut-être que j'ai fait des erreurs et qu'il faut que je renforce mon autorité à tous les étages. Enfin, faut pas non plus tomber dans une paranoïa où l'on croit que le moindre lycéen qui a deux poils sur le menton et qui appelle à la révolution va faire vaciller le régime.

JACQUES MACQUART. Ne prend pas le cas des lycées par-dessus la jambe. Pour les agitateurs, façonner les esprits des jeunes à un âge où justement leur esprit est malléable, c'est ce qu'il y a de plus efficace. Tiens, enfin... tenez, lisez-lui le tract distribué aux mômes à la sortie des lycées.

LA JEUNE FEMME, *à côté de la chaise, elle lit le tract.* Faites l'amour, c'est le chemin du bonheur. Ce papier est fait pour encourager les relations sexuelles, du baiser au coït, en passant par les caresses que l'on fait à soi-même ou aux autres, entre personnes de même sexe ou de sexes différents. Oubliez les normes, ce sont elles qui créent la frustration et le mal-être. Le secret d'une sexualité épanouie réside dans le désir et le plaisir qu'on y trouve. Le plus grand danger, c'est le refoulement de ses envies. Plus vous ferez l'amour, plus vous apprendrez à vous connaître et à connaître les autres et

JACQUES MACQUART, *se levant.* Charles, bonjour, on lisait les... Bref. On commence ? (*Il acquiesce et indique à la jeune femme qu'elle peut parler.*)

LA JEUNE FEMME. Monsieur le Président, nous venons d'apprendre que ce matin, le siège de la banque Goldman a été incendié par trois cents manifestants aux cris de « Goldman crèvera ». Hier, un groupe terroriste lié aux manifestants a plastiqué l'hôtel particulier des Goldman. Heureusement, il n'y a pas eu de blessés. Dans la nuit de lundi à mardi, le commissariat de Sévignier a été attaqué. Les fourgons ont été incendiés par le groupe des Nouveaux Partisans. C'est le même groupe qui, il y a deux semaines, a dévalisé un magasin d'alimentation pour organiser des distributions dans les bidonvilles de banlieues. C'est bien simple, chaque jour on constate que la situation se dégrade.

Non bien sûr, mais ces opérations attirent, comment dire, la sympathie ou l'indulgence de l'opinion, comme avec ces vols organisés. Au printemps dernier, c'était pareil. Quelques actions coup de poing, des dérapages, la sympathie de l'opinion, et ça nous a menés au bord du gouffre.

Avec tout mon respect, Monsieur le Président, je pense qu'au contraire la situation est bien plus grave qu'au printemps. À Darocha, les travailleurs ont séquestré les cadres de l'entreprise. Les ouvriers se sont saisis du stock de marchandises, qu'ils prennent en otage pour faire entendre leurs revendications. Et depuis, ils vendent le stock pour prolonger la grève indéfiniment. Jean Le Garrec encourage la population dans son journal *Colère rouge*, clamant que tout le peuple est hors-la-loi, puisque la loi est celles des grandes familles. Lui et ses comparses sont d'autant plus dangereux qu'ils invitent l'homme à suivre ses instincts pour détruire tout sentiment d'appartenance à la famille, à l'entreprise, au pays. Les notions de bien et de mal disparaissent...

(*Au premier ministre :*) Je ne crois pas être alarmiste. Vous avez entendu comme moi le tract que je vous lisais. Dans la capitale, une jeune fille a caché sa grossesse et a accouché dans le lavabo de son lycée. Et elle a jeté le bébé à la poubelle. Certains jeunes arrivent à l'université, et ils entendent les idées désastreuses que prêchent des professeurs

inconscients. Il suffit qu'une chose soit pensée pour être effectivement possible. Résultat, ils sont formatés à ne penser qu'une chose : détruire la société. Et c'est ce qu'il se passe. On attaque les symboles de la réussite. Et demain, on nous prendra pour cible. On nous menacera, comme c'est déjà le cas, on nous enlèvera, on nous tuera.

Non, monsieur le Premier ministre. Pardonnez-moi, mais je ne pense pas que ce ne soit que du pur délire. Regardez chez nos voisins, à Maressa. Le leader du parti démocrate est enlevé depuis plusieurs jours. Il représente tout ce qu'exècrent ces forcenés. Et ils l'ont arrêté. Et ils le tueront sans hésiter. Nos renseignements ont montré que ces événements sont suivis. Que certains groupes ont été reçus à l'étranger par leurs homologues. Ils apprennent les uns des autres. De là à ce que l'un de nous soit également enlevé et assassiné, il n'y a rien de délirant. Il faut tuer dans l'œuf ces mouvements avant de perdre tout contrôle. Ce Jean Le Garrec doit être arrêté. On ne peut pas prêcher la lutte armée, le vol et le meurtre en toute impunité. Ceux qui participent à telle manifestation sauvage où des vitrines sont brisées, des bâtiments incendiés, doivent être collectivement punis, casseurs ou non, d'une à plusieurs années de prison. Nous devons renforcer la présence policière à l'entrée des usines qui deviennent de véritables lieux de subversion. Monsieur Macquart et moi-même avons préparé une liste des mesures à prendre d'urgence pour...

FRANÇOIS BANCHA. Charles, le premier devoir du gouvernement... Bon, ça suffit mademoiselle ! On vous a entendue. (*À Macquart :*) Non mais ça fait deux fois qu'elle me coupe. (*À Charles Ducastelli :*) Le premier devoir du gouvernement c'est bien entendu de préserver l'ordre public. Et pour cela, nous disposons déjà de tout l'arsenal juridique nécessaire. Passer un tel train de mesures répressives, ce n'est pas seulement inutile, mais dangereux. C'est donner l'image d'un gouvernement qui ne sait pas écouter sa population et qui force tout le monde à rentrer dans le rang en se taisant. La violence de ces actions minoritaires me révolte, mais justement, elles sont minoritaires. Et si l'on s'efforce de réprimer le maximum de monde, alors oui, la contestation se généralisera comme au printemps dernier. (*La regardant*) On dirait que c'est ce que vous cherchez au fond. (*Un temps*). Au lieu de taper dans tous les sens, il faut prendre conscience de l'origine des malaises. Ces contestataires ne se révoltent pas pour faire advenir une société sans État ni propriété privée. Ce qu'ils contestent, c'est les relations humaines dans notre société. Et ils ont raison ! On vit dans un pays de castes qui n'est plus acceptable pour personne, il faut le dire. Les gens ont le sentiment que pour vivre dignement et pour prospérer dans ce pays, il faut faire partie du club, mais que l'entrée du club est interdite à tout nouveau venu. Ce fossé entre les exécutants et les dirigeants, c'est ce qui pousse les plus défavorisés dans la radicalité, parce que c'est tout ce qui leur reste. Vous voulez les réduire au silence ? Bien, ils deviendront légions. Vous voulez régler les problèmes à la base ? Alors il faut leur permettre d'exprimer leurs questions et leur laisser la possibilité de proposer eux-mêmes des solutions. Dans les universités, c'est justement ce que demandent les étudiants les plus raisonnables : avoir un mot à dire dans les conseils d'administration. Mettons en place cette grande réforme de la participation dans tous les

secteurs, et les contestataires seront marginalisés, l'ordre reviendra naturellement.

JACQUES MACQUART. François, quand je t'entends, j'ai l'impression d'entendre tous ces égalitaristes...

FRANÇOIS BANCHA. Peut-être que ça vous ferait bien de les entendre un petit peu, car tout n'est pas à rejeter dans ce qu'ils demandent.

JACQUES MACQUART. C'est complètement irresponsable de tenir un discours pareil. Tu veux donner du pouvoir à des groupes qui affirment ouvertement vouloir, non pas améliorer le système, mais le détruire. L'autonomie aujourd'hui, ça signifie le pouvoir aux égalitaristes. C'est céder à leurs provocations et leur donner une légitimité institutionnelle. Si les membres du service d'ordre t'entendaient...

FRANÇOIS BANCHA. Parlons-en du service d'ordre. Dans le tableau noir que vous avez dressé, vous avez oublié de mentionner tous les crimes dans lesquels le service d'ordre est impliqué. Il y a trois semaines, un militant rouge a été poignardé par un de tes gars. Avant-hier, un membre du service d'ordre a tiré en pleine journée et a blessé une vieille dame alors qu'il se battait avec des groupes gauchistes. C'est complètement scandaleux qu'un service proche du gouvernement soit derrière de tels actes. Toute la presse accuse le service d'être un repère d'escrocs et de criminels. Vous voulez mettre fin aux provocations et aux crimes ? Commencez par dissoudre ce service.

JACQUES MACQUART. Très bien ! Ça me fera des vacances et ça mettra fin à la campagne d'empoisonnement que j'endure dans la presse. « Macquart la barbouze, Macquart la police parallèle, l'homme des réseaux... » Toutes les semaines, des affaires calomnieuses sortent dans la presse, à croire que quelqu'un s'évertue à fuiter les documents où le nom du service d'ordre est mentionné. Quelqu'un parle, c'est sûr, et on trouvera qui, vous pouvez en être certains. (*Un temps.*) Alors oui, ce ne sont pas des enfants de chœur. Au printemps dernier, on avait autre chose à faire que contrôler le parcours de chacun. Mais je pense que tout le monde était bien content d'avoir un service capable d'intervenir rapidement et efficacement. Mais je vous préviens, à la prochaine épreuve de force, parce que y'en aura une, vous pouvez en être sûrs, ça m'étonnerait que ce soient les gens en costume-cravate comme toi qui viendront protéger l'action de Charles, donc du pays. Là nous aurons besoin de mes types, et si je les laisse tomber entre temps, je serai incapable de les réunir.

Charles, nous prenons toutes les précautions nécessaires. On a fait des épurations. Et on surveille que personne ne soit armé. Bien entendu, il peut toujours y avoir des pépins, mais on fait en sorte qu'il n'y en ait pas. Donc ce serait nécessaire que vous soyez tous derrière moi, plutôt que de tremper dans la campagne de dénigrement systématique...

FRANÇOIS BANCHA. Je pourrais te retourner la demande, parce qu'entre les lycées et les manœuvres dans mon dos pour me salir avec ma feuille d'impôt...

QUATRIÈME SCÈNE

On entend des sirènes de police et d'ambulances, de plus en plus fort, jusqu'à ce qu'elles s'arrêtent.

LA JEUNE FEMME. J'étais au milieu du boulevard. A l'avant du cortège, il y avait les quatre planches de bois entre lesquelles se trouvait Pierre. Pierrot. Abattu comme un chien dans la rue quelques jours plus tôt. Autour de moi, il y avait des familles, des militants bras dessus, bras dessous, des couples aux corps marqués. La marche a ralenti, puis s'est arrêté. À l'avant du cortège, des haut-parleurs portaient la voix d'un homme.

Un temps.

(Au micro :) Il nous disait que l'assassinat de Pierrot n'est pas un accident. Qu'il a été assassiné en distribuant des tracts dénonçant les meurtres racistes dans la capitale. Il nous dit qu'il a été assassiné froidement par ces polices privées qui pullulent dans les entreprises comme Norscilor, où il a été abattu. Il accuse Jacques Macquart de fournir des bras armés de son service d'action aux entreprises du pays. Il accuse le gouvernement. Il accuse Ducastelli de s'occuper plus de l'écriture de son mythe, que de la misère que son action déploie derrière ses pas. Il nous dit que l'État nous tend un piège. Qu'il veut nous forcer à riposter, pour mieux nous réduire au silence à coups de lois d'exception et de matraque. Il nous dit qu'il ne faut pas céder à cette provocation. Qu'il ne faut pas sombrer dans la violence. Il nous dit que nous plaçons au sommet de notre lutte la valeur de la vie humaine. Et qu'il ne faut pas franchir cette limite, au risque de passer de leur côté. Il nous dit de rester unis dans l'amour, oui, il parle d'amour, il nous dit qu'il faut opposer à cette violence, la vie, la liberté, la joie, la jeunesse, l'amour. Il nous dit ça, oui l'amour. Sinon cette mort ne servirait à rien, il nous dit.

Un temps.

(Sans le micro :) A ce moment-là je me suis dit que Pierre allait mourir pour rien. Pierre va mourir pour rien si on reste là à t'écouter, si on reste là à s'endormir. Il y a des situations où la poésie ça sert à rien. On ne peut pas rester en dessous de l'événement. On est des milliers derrière le cercueil. On quitte ce lieu de mort et on remonte le boulevard. On se saisit de pavés, de barres de fer, de grilles d'arbre, de bancs publics, et on retourne la ville. On frappe la rue, les flics, les murs et on avance, le foulard au visage, le cri au ventre. Ce soir le pays ne dormira pas. Il n'acceptera pas qu'une personne meure d'avoir attaqué l'État. Les portes s'ouvrent claquent gonflent nos rangs. L'explosion qui traîne dans les corps de chacun se libère. On prend cette violence qui émerge et ne retombe pas. Pas question de se laisser déposséder de ça aussi. Vous paierez pour tout. Maintenant tout doit sauter. Qu'importe l'issue. Sinon tout ce que j'ai fait ne servirait à rien.

CINQUIÈME SCÈNE

Le son d'un journal radio.

« Monsieur Robert Renou est séquestré depuis plus de 24 heures. Le cadre de Norscilor a été enlevé par plusieurs jeunes gens armés, semble-t-il, de mitraillettes, hier matin alors qu'il sortait de son domicile. L'enlèvement a été revendiqué par le groupe révolutionnaire des Nouveaux Partisans, en représailles de la mort d'un militant la semaine dernière. Robert Renou a donné une nouvelle fois de ses nouvelles, il a écrit à sa femme une lettre qui est maintenant entre les mains de la police. Tout est mis en œuvre pour que, comme le promettait hier François Bancha, le Premier ministre, les enquêteurs obtiennent le maximum d'efficacité. Pour le Premier ministre, tous les actes de violences seront réprimés. Il s'exprimait en ces termes : « Je suis scandalisé par les violences inacceptables auxquelles se livrent ces ravisseurs en ce moment-même. J'exprime tout mon soutien à la direction de Norscilor, à Robert Renou et à sa famille. La situation de l'entreprise est difficile, mais rien ne justifiera jamais de tels actes sauvages. » De son côté, le secrétaire de la corporation ouvrière de Norscilor déclarait également : « Je condamne ces méthodes inadmissibles d'enlèvement. À Norscilor comme ailleurs, privilégions le dialogue pour dépasser les difficultés et combattre la violence. » Les ravisseurs annoncent qu'ils réservent un traitement correct à leur otage. Ils réclament pour le libérer la convocation et le verdict d'une assemblée des ouvriers de Norscilor et seulement des ouvriers. Cette condition a d'ailleurs reçu une réponse plutôt froide du personnel de l'entreprise. »

Un temps.

LA JEUNE FEMME. La contestation est entrée dans les entreprises. Les travailleurs contrôlent les cadences, résistent aux sanctions arbitraires, et forment leurs comités autonomes de lutte. Norscilor a engagé des truands et des mercenaires armés pour faire taire la contestation. L'assassinat de Pierrot a été un pas de plus dans l'escalade de la répression. Deux cent mille personnes sont descendues dans la rue pour son enterrement. Et depuis, rien n'a changé. Des travailleurs licenciés sont revenus dans leurs entreprises pour discuter avec leurs camarades et ont été tabassés par les p'tits chefs puis livrés aux flics. Robert Renou a continué le licenciement des six cents travailleurs engagés depuis plusieurs mois. Oui, monsieur le Premier ministre, je suis une sauvage. Je ne suis pas outrée par l'enlèvement de Robert Renou. Je réserve mes larmes et ma rage pour Pierrot, abattu comme un chien. Je ne condamne pas la violence quand elle fait accoucher l'histoire. Et cet enlèvement n'est qu'un début. Nos rêves de pacifiques à la con ont pris fin. Qui ne s'arme pas meurt. Qui ne meurt pas est enterré vivant dans les prisons, les maisons de rééducation, dans le béton sinistre des tours de nos villes. La guérilla urbaine, c'est la réponse inévitable aux lois d'urgence, aux lois des grenades lacrymogènes, des enfermements arbitraires. Les responsables politiques doivent comprendre qu'ils ne peuvent pas liquider l'un des nôtres sans compter que nous rendrons les coups. Tous les coups. C'en est fini de ma fuite

congénitale. C'en est fini d'attendre des autres ce que je peux faire moi-même. Si les gens continuent à préférer leur apathie généralisée, moi je ne me résignerai pas. Je vais quitter ce gouvernement. Je vais rejoindre les Nouveaux Partisans. Je vais disparaître. Je vais me couper et me teindre les cheveux. On va se procurer des papiers, des voitures, des appartements. On ira chercher l'argent là où il se trouve. Des attaques synchronisées. Et on se procurera des armes, des munitions. Je n'ai pas choisi de prendre les armes. La police m'y force car elle s'arme et tue ceux qui la contestent. J'irai dans les maquis du Farghestan et j'apprendrai à tirer, à manier les explosifs, à fabriquer des bombes. Et on fera exploser les sièges des journaux réactionnaires, les bureaux des collabos, les commissariats. On sabotera les centrales électriques, les lignes téléphoniques, les réseaux ferrés. On continuera les enlèvements, le patron de Norscilor et tous les truands en col blanc. Je vais prendre des dossiers, les noms des membres du service d'action. Parce que tous les salauds ont une adresse. On les éliminera un à un. On enlèvera Macquart, Bancha, Ducastelli. En tuer un, les éduquer tous.

Un temps long. Elle lance une musique. Le son de Try a little tenderness d'Ottis Redding, de plus en plus fort. Elle allume une cigarette. Elle danse, comme si c'était la première fois.

SIXIÈME SCÈNE

Le son d'un journal radio.

« Le porte-parole du gouvernement vient d'annoncer que le Président de la République, Charles Ducastelli, est mort aujourd'hui à l'âge de soixante-dix-huit ans. C'est une nouvelle foudroyante pour le pays. C'est durant l'exercice de ses fonctions que le président est décédé, aujourd'hui à 13 heures. Il était dans son bureau, en compagnie de Jacques Macquart, lorsque ce tragique événement est arrivé. Nous n'avons pas encore d'information précise sur les causes de ce décès, mais il semblerait que c'est une crise cardiaque qui a emporté le président. »

LA JEUNE FEMME. J'étais dans la rue la nuit de sa mort. Je n'avais jamais vu autant de monde sur le boulevard du centre. Certains portaient des fleurs, des drapeaux, des bougies. Certains pleuraient. Ils marchaient avec gravité.

Je me suis frayé un chemin pour partir. Les rues étaient vides. Les cafés et restaurants étaient fermés. Les rideaux de fers descendus.

Je suis monté à mon appartement. La porte était forcée. Mes vêtements au sol. Le matelas éventré. Les livres déchirés.

Derrière une plainte, j'ai pris la clé qu'ils n'ont pas trouvée. Dessus, les fichiers que j'ai pris quand j'étais au gouvernement. La liste des membres du service d'action. La liste des contestataires surveillés, avec leurs adresses. Le plan d'une rafle des opposants. Les meurtres couverts. Les fonds détournés. Tout y est.

Je redescends et tourne à gauche, en direction du journal *Colère rouge*. Deux hommes tournent dans la rue et s'approchent. L'un d'eux me demande : « vous êtes bien ... ? »

Je réponds

Oui.

FIN.

ANNEXE

PROLOGUE (*pour la version 2017 du spectacle*)

LUCIE. Bonsoir à tous et à toutes. Voilà, je m'appelle Lucie. Je suis comédienne dans le spectacle *Où va ma rage*, que vous allez voir dans quelques minutes. Avant de commencer cette soirée, juste je voulais vous dire qu'il y a un an et demi, j'ai rencontré Guillaume, il m'avait contacté sur Facebook pour qu'on travaille ensemble. Et je l'ai rencontré, on était à Paris, dans un bar, à Denfert Rochereau, il faisait beau, on était en terrasse. Et je le connaissais pas du tout, je connaissais pas son travail. Et on boit un verre et il me dit est-ce que ça t'intéresserait de travailler sur un seule-en-scène, sur un personnage de jeune femme, très très engagée politiquement, très très engagée en général d'ailleurs. Alors on a bu ce verre, et puis on a discuté, puis moi je me suis dit, bon, qu'est-ce que j'ai de mieux à faire en ce moment ? Bah pas grand-chose, rien, j'avais rien à faire de mieux à l'époque. Du coup, je lui ai dit « OK, pourquoi pas. » On s'est fait la bise et je suis repartie. Et quelques temps après, je sais pas, c'était trois mois après, il m'appelle et il me dit, ouai j'ai trouvé un super lieu pour répéter et tout. Donc je me retrouve à Epinay-Villetaneuse, donc en banlieue parisienne. Contentée, pour une fois que j'ai un bon lieu pour répéter. Et là, j'arrive devant une vieille maison d'une lointaine tante de Guillaume, qui semblait s'être arrêtée dans les années soixante-dix, la maison pas la tante. Et je rentre dans la maison, on monte les escaliers et là il me dit voilà notre salle de répétition. Et là j'ouvre la porte et c'était un grenier. Un grenier un peu moisi, qui sentait pas très bon. Y avait un petit velux, comme ça sur le côté, et un papier peint à grosses fleurs violettes qui commençait à se décoller de partout. Voilà, c'était un peu étrange, mais bon, on a travaillé dans cet espace tout petit, ça faisait bien, je sais pas, douze mètres carré. Et on a commencé à écrire l'histoire de ce personnage, la jeune femme, auquel on a jamais vraiment donné de nom d'ailleurs. On a travaillé sur des documents des années 68 en France, sur l'autonomie italienne, la RAF en Allemagne, la révolution en Ukraine, le CPE en 2006 etc. Et on s'est dit, comme c'était un petit espace on allait lui donner pour vivre un micro avec son pied, une chaise, et cette petite table avec quelques accessoires et un matériel électronique, nouvelle génération. Donc cette femme, qui n'a pas de prénom, mais qui quand même porte plus ou moins mes habits, a plus ou moins mes traits et a plus ou moins ma voix, bah à force de répéter dans ce petit grenier pourri, elle s'est imprégnée du grenier d'Epinay, de son atmosphère, donc parfois elle est un peu sombre, un peu radicale, un peu triste, un peu renfermée. Donc je vous préviens, c'est pas toujours facile, mais y a quand même des moments où on a ouvert la fenêtre et où l'air et le soleil sont rentrés, elle se détend, elle est un peu joyeuse, y a des moments de respirations et même des moments de franche rigolade, vraiment, vous inquiétez pas. Ça dure un peu moins d'une heure, qu'on va donc passer ensemble, n'hésitez pas à me dire si vous avez besoin que je parle plus fort, que je ralentisse, on traverse ça ensemble, et après on discute, on parle, et on boit des verres, tout ça. On peut parler de ce que soulève le spectacle, les émotions, les idées, les frustrations. On peut parler de la situation actuelle qui est

quand même vraiment pas réjouissante, moi je sais plus quoi faire aujourd'hui, je sais plus quoi penser, j'ose pas sortir manifester parce que j'ai peur de me faire frapper par la police, j'en peux plus de prendre des coups, je sais même pas si ça sert encore de manifester, mais j'arrive pas à aller casser les vitrines non plus, on a le sentiment de se confronter à des murs insurmontables, on étouffe, on en peut plus de